

V. COMPTE DE CAPITAL ET COMPTE FINANCIER

Le compte de capital et le compte financier comprennent les transactions sur les actifs et le passif financiers. Le compte de capital comprend les transferts de capitaux - les actifs des immigrants et émigrants et les héritages, par exemple -, ainsi que la caisse de pension de retraite du gouvernement fédéral. Le compte financier couvre les entrées et les sorties d'investissements directs, de placements en portefeuille et d'autres investissements¹⁸.

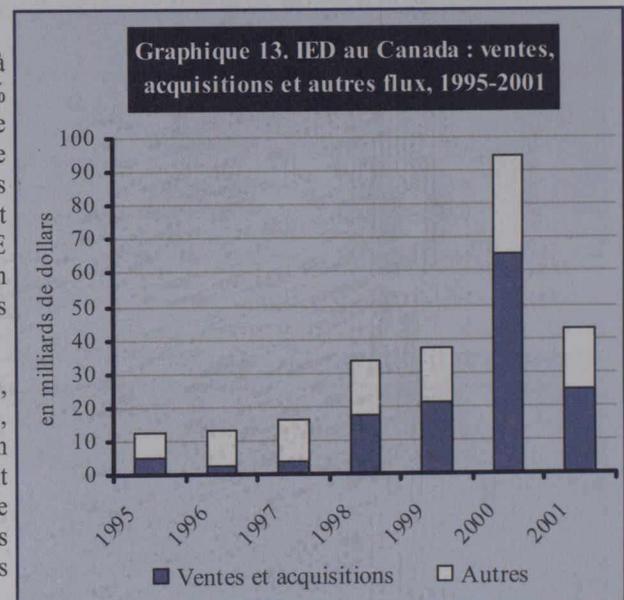
Investissement direct

L'investissement étranger direct (IED) au Canada a diminué de façon marquée en 2001, ce qui coïncidait avec une baisse de 40 % des entrées d'IED à travers le monde, la première depuis 1991 et la plus importante baisse d'une année sur l'autre qui se soit produite depuis une trentaine d'années. Cette régression était liée à l'effondrement de la valeur des fusions et acquisitions internationales, en partie en raison de la baisse substantielle du prix d'acquisition de nombreuses entreprises par rapport aux niveaux « surévalués » observés en 2000, en particulier dans le secteur technologique. (Des événements comme les attentats du 11 septembre et l'incapacité de l'Argentine d'honorer ses engagements un peu plus tard dans l'année ont eu une incidence marginale sur les flux d'IED à travers le monde en 2001.) Les entrées d'IED au Canada se sont situées à un niveau historiquement élevé de 42,8 milliards de dollars en 2001, bien qu'elles aient diminué d'environ 55 % par rapport à l'an 2000, alors qu'elles avaient crû de plus de 150 % pour atteindre un sommet de 94,1 milliards. Ce fléchissement de l'IED en 2001 s'est produit au moment où les entrées provenant de l'Union européenne ont chuté brutalement, passant de 72,1 milliards en 2000 à 0,13 milliard en 2001, à la suite de l'acquisition de Seagram Co. par Vivendi SA de France et de Newbridge Networks Corp par Alcatel SA de France en 2000. En revanche, l'IED provenant des États-Unis a grimpé pour atteindre un niveau record de 40,0 milliards en 2001, par rapport à 17,3 milliards en 2000, en raison de prises de contrôle de plusieurs entreprises canadiennes dans le secteur de l'énergie.

Les investissements directs du Canada à l'étranger (IDCE) sont demeurés à un niveau élevé - 57,3 milliards de dollars -, malgré une baisse de 12,5 % qui s'est concentrée sur les marchés des États-Unis, de l'Union européenne et du Japon : l'IDCE vers les États-Unis a en effet diminué, passant de 40,5 milliards en 2000 à 38,9 milliards en 2001, soit 67,9 % des sorties totales, et les sorties vers l'Union européenne ont également baissé, passant de 9,7 milliards en 2000 à 4,9 milliards en 2001. Cette évolution de l'IDCE s'explique par l'acquisition d'entreprises étrangères aux États-Unis et en Europe, surtout dans le domaine des finances et des assurances et dans des secteurs traditionnels comme celui de l'énergie et de la métallurgie.

Au cours de la période 1993-1998, l'IDCE a constamment dépassé l'IED, puis l'inverse s'est produit en 1999 et 2000 (graphique 14). En 2001, l'IDCE a de nouveau dépassé l'IED. Le niveau élevé des flux bilatéraux en 2000 et 2001 semble indiquer que ce renversement est principalement attribuable à une transformation structurelle de l'industrie et du commerce en réaction aux pressions de la mondialisation plutôt qu'à des facteurs passagers comme le mouvement des taux de change ou les fluctuations cycliques.

Les chiffres relatifs aux stocks d'investissement représentent les valeurs qui apparaissent au bilan des entreprises où s'effectuent les investissements. Ils englobent non seulement les flux d'investissement cumulés au cours des années précédentes mais également les gains ou pertes en capital sur les actifs existants, les bénéfices réinvestis et les réévaluations liées au taux de change et à d'autres facteurs (tableau 16A). La réévaluation liée au taux de change reflète le changement que subit la valeur d'un actif ou d'un passif libellé en devises étrangères en raison de l'évolution de la valeur de la devise d'émission par rapport au dollar canadien entre le 31 décembre de l'année précédente et le 31 décembre de l'année en cours. D'autres réévaluations rendent compte de l'écart entre le prix auquel les transactions ont été effectuées et la valeur enregistrée au bilan, ainsi que des réévaluations ou dépréciations du capital investi. Les bénéfices réinvestis sont constitués des revenus que les entreprises ne distribuent pas sous forme de dividendes, ceux-ci étant considérés comme un investissement direct du point de vue de la balance des paiements. D'autres rajustements se produisent également lors des réorganisations d'entreprises, qui entraînent la reclassification d'un placement de portefeuille en investissement direct lorsque l'investisseur détient au moins 10 % des actions. Les réévaluations liées au taux de change et à d'autres facteurs ont contribué presque autant que le flux nouveaux



Sources : Statistique Canada, *Balance des paiements internationaux du Canada*, n° 67-001-XPB, 4^e trimestre de 2001

¹⁸ L'investissement direct désigne l'investissement qui permet aux investisseurs d'exercer une influence importante sur la gestion d'une entreprise. Dans la pratique, il s'agit de transactions qui font que l'investisseur détient au moins 10 % des actions émises et assorties du droit de vote. D'après des données récentes, 88 % des placements à l'étranger ont été effectués dans des filiales canadiennes, l'investisseur détenant plus de 50 % du capital. Les placements de portefeuille comprennent les transactions entre les non-résidents et les résidents canadiens portant sur les actions, obligations et instruments du marché monétaire, qui sont des titres de créance dont l'échéance originale est d'au moins un an. Les autres investissements comprennent des prêts, des dépôts, des réserves officielles de change et des avoirs comme des crédits commerciaux, des fonds d'immigrants différés et des paiements proportionnels.